

# Boycottez le Jerusalem Quartet

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël, 25 mars 2020

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) confirme son appel au boycott du Jerusalem Quartet à cause de sa complicité dans le blanchiment par l'art du régime israélien d'extrême droite d'apartheid, d'occupation et de colonialisme de peuplement contre le peuple palestinien.

Le Jerusalem Quartet est une institution culturelle israélienne qui ne reconnaît pas au peuple palestinien la totalité de ses droits fondamentaux selon le droit international et qui est régulièrement partenaire du gouvernement israélien dans ses programmes de propagande.

Le Jerusalem Quartet fait régulièrement des tournées sur des initiatives [financées, parrainées ou autrement organisées](#) par le ministère israélien des Affaires étrangères et les missions diplomatiques israéliennes. De [Croatie](#) et [d'Ukraine](#) aux Etats Unis, y compris [l'année dernière](#) à Boston, le Quartet a utilisé sans hésiter sa musique pour blanchir par l'art les crimes bien répertoriés commis par le régime d'extrême droite israélien contre les Palestiniens. Un événement à Houston en 2018 « a [célébré](#) le 79ème Anniversaire d'Israël, tandis que les Palestiniens [commémoraient les 70 ans](#) de nettoyage ethnique et de dépossession.

Il est par conséquent boycottable selon [les lignes directrices](#) du boycott culturel international d'Israël, qui établissent spécifiquement les deux exigences – inspirées de la lutte anti-apartheid d'Afrique du Sud et acceptées par la société civile palestinienne – que les institutions

culturelles israéliennes doivent respecter pour ne pas être boycottables :

a. Reconnaître publiquement les droits inaliénable du peuple palestinien tels que consacrés dans le droit international (dont les trois droits fondamentaux de l'appel BDS de 2005) et

b. Mettre fin à toute forme de complicité dans la violation des droits des Palestiniens comme stipulé dans le droit international, dont les politiques et pratiques discriminatoires ainsi que divers rôles dans le blanchiment ou la justification des violations par Israël du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens.

Le mouvement BDS ne cible pas les individus sans son boycott, comme le prouve sans aucune ambiguïté son palmarès. Les boycotts d'Afrique du Sud au temps de l'apartheid étaient des boycotts sans discrimination, y compris le boycott culturel, et étaient très largement soutenus. Mais BDS cible strictement les institutions (et les corporations), y compris les institutions culturelles, qui ont une complicité dans l'apartheid.

Le Quartet a été créé en 1994 sous les auspices du Centre Musical de Jérusalem et de la Fondation Culturelle Amérique-Israël qui ont financé les études de ses musiciens et il a [écrit](#) plus tard : « Nos bénéficiaires servent d'ambassadeurs culturels d'Israël dans le monde entier. »

En 2003, on a [appris](#) à propos du Quartet que : « Quand ils ont terminé leur service militaire il y a trois ans, ils ont changé leur statut en Musiciens Distingués des FDI [Forces de Défense Israéliennes] et continuent de jouer pour les troupes trois fois par semaine quand ils sont en Israël. » En mars 2006, le violoncelliste du Quartet, Kyril Zlotnikov, a dit à un journal australien qu'ils étaient heureux qu'on les appelle « meilleurs ambassadeurs d'Israël ».

Le violoniste du Quartet dirige, au Centre Musical de Jérusalem, un [programme](#) qui « soutient des ensembles constitués de Jeunes Musiciens Remarquables dans les FDI » [et](#) est en lien direct avec les FDI ».

Le très ancien partenariat du Quartet avec le gouvernement israélien d'extrême droite fait partie du programme de la Marque Israël qui consiste à blanchir ouvertement les crimes de guerre par la culture.

Comme l'a [admis](#) l'un des hauts responsables du ministère israélien des Affaires étrangères, « Nous voyons la culture comme un outil de premier rang de hasbara [propagande] et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture. » Un autre a [dit](#) : « Nous enverrons à l'étranger des romanciers et des écrivains, des troupes de théâtre, des expositions... Vous montrez ainsi le meilleur profil d'Israël, et on ne nous perçoit alors pas exclusivement dans le contexte de la guerre. »

Les défenseurs internationaux des droits de l'Homme, dont à [Edimbourg](#), [Brighton](#), [Londres](#), [Birmingham](#), [Rotterdam](#), [Lisbonne](#), en [Californie](#), [Kentucky](#), à [Toronto](#) et en [Nouvelle Zélande](#), ont protesté contre la complicité flagrante du Jerusalem Quartet avec le régime d'oppression israélien d'extrême droite.

Nous appelons à des manifestations créatives pacifiques en relation avec les concerts internationaux du Jerusalem Quartet, et à ce que les salles refusent d'accueillir le Quartet et à ce que les amateurs de concert doués de conscience refusent d'y assister.

– PACBI est un membre fondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

**Traduction** : J. Ch pour BDS France

**Source** : [PACBI](#)

---

# **GAZA et BDS au spectacle « Tous des oiseaux » à Clermont-Fd.**



Treize militants AFPS 63 et BDSF 63, portant des visuels réclamant « Stop au blocus de Gaza », « Halte aux massacres », « Boycott d'Israël », ont distribué les 3 et 5 avril, devant la maison de la culture de Clermont-Fd, 900 [tracts pour GAZA et BDS](#) à l'entrée du spectacle « Tous des oiseaux » de Wajdi Mouawad, « *Production La Colline – théâtre national. Avec le soutien des services culturels de l'Ambassade d'Israël en France, du théâtre Cameri de Tel-Aviv* ».



Les spectateurs ont pour la plupart accepté le tract, avec des réactions allant du soutien à la discussion, ou à l'indifférence.



---

# **Le RIO avec G Mordillat contre l'Eurovision 2019 en**

# Israël

Le cinéma le RIO de Clermont-Ferrand, et l'association Paroles De Bib 63 IMAGES – FESTIVAL CINE SOCIAL et ENGAGE (en partenariat avec Les Amis du Temps des cerises , Les Amis de l'Huma, ATTAC, Les Amis du Monde Diplo, Fakir), avaient invité Gérard Mordillat à venir présenter son film [MELANCOLIE OUVRIERE le 30 novembre 2018](#) . Ce film magnifique et bouleversant raconte le parcours de Lucie Baud, première femme syndicaliste et porte-parole féministe du début du 20ème siècle. Elle vouera toute sa vie au combat contre « l'infinie servitude des femmes ». Durant le débat Gérard Mordillat a fait écho aux spectateurs (88 entrées payantes) soulignant l'actualité de ce film sur l'exploitation des ouvriers, l'oppression des femmes et la situation des migrant-e-s.

L'AFPS 63 et BDSF 63 (une demi-douzaine de militant-e-s) ont distribué aux spectateurs [le tract \(voir PJ\)](#) expliquant la campagne #BoycottEurovision2019 initiée par le PACBI, et l'action qui vient d'être lancée à Clermont-Fd pour poster des photos sur les réseaux sociaux. Une grande « bâche à selfies », réalisée par l'AFPS 63 sur une idée de BDSF 34 et avec le soutien logistique décisif de l'UD-CGT 63, a été déployée dans le hall du RIO et 41 personnes ont été volontaires dans la bonne humeur pour se faire photographier, ainsi que Gérard Mordillat lui-même. Voir [notre album photo...](#)



A la fin du débat, un membre de l'AFPS 63 a informé les spectateurs sur l'importance de la déclaration pour le boycott de l'Eurovision 2019 faite par 140 artistes européens, dont 13 Français parmi lesquels Gérard Mordillat. Sous les applaudissements du public, Gérard a indiqué que le Boycott de l'Etat d'apartheid et de son gouvernement fascisant est pour lui une évidence, malgré les amalgames qui sont faits au plus haut niveau entre antisionisme et antisémitisme.



---

# Rassemblement devant le siège de France Télévision le 30/11/18 : Boycott de l'Eurovision 2019 en Israël !

Dans le cadre de la Campagne internationale contre l'Eurovision 2019 en Israël, la Campagne BDS France à Paris, LGBT pour la Palestine et l'AFPS Paris se sont rassemblés le vendredi 30 novembre devant le siège de France Télévisions à Paris.

## [PHOTOS de l'action](#)



Plus d'une vingtaine de militant-e-s étaient mobilisés pour demander à France Télévision, service public, de ne pas blanchir l'apartheid israélien en diffusant la prochaine édition de l'Eurovision qui est prévue d'être organisée en Israël.

Avec des pancartes « Eurovision 2019, Destination Apartheid », des banderoles « Boycott de l'Eurovision 2019 en Israël » et « Pas de fierté sous l'apartheid israélien », les militant-e-s ont pris la parole et ont scandé des slogans demandant à France Télévision de ne pas divertir l'apartheid israélien.

Parmi les slogans :

Non à l'Eurovision en Israël !

Non au blanchiment de l'apartheid !

Ne chantez pas pour l'apartheid !

Eurovision, pas en Israël !

Notre courrier à l'attention de la direction de France Télévisions a été remis à un représentant du service presse de France Télévisions, ainsi qu'à des journalistes.



[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [Campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:Campagnebdsfrance@yahoo.fr)

## **RALLY IN FRONT OF FRANCE TELEVISION HQ ON 30.11.2018: BOYCOTT EUROVISION 2019 IN ISRAEL!**

1 December 2018

In the context of the international campaign against Eurovision 2019 in Israel, BDS France Paris, LGBT for Palestine and AFPS Paris gathered on Friday 30 November in front of the France Télévisions headquarters.

More than twenty activists demonstrated to demand that France Télévisions, a public service, not whitewash Israeli apartheid by transmitting the next Eurovision contest, which is scheduled to be held in Israel.

Holding placards: "Eurovision 2019, Destination Apartheid", and banners: "Boycott Eurovision 2019 in Israel" and "No Pride under Israeli Apartheid", the activists read out statements and chanted slogans asking France Télévisions not to entertain Israeli apartheid.

Among the slogans:

No to Eurovision in Israel!

No to the whitewashing of apartheid!

Don't sing for apartheid!

Eurovision, not in Israel!

Our letter to the management was given to a representative of the France Télévisions press service, and also given to journalists.

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

## Boycott du Festival Pop-Kultur 2018

*9 Mai 2018*

*La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël appelle au boycott de Pop-Kultur Berlin, jusqu'au rejet du financement d'Israël.*

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) appelle **tous les artistes qui participent à Pop-Kultur Berlin à se retirer** du festival à cause de son acceptation d'un parrainage de l'ambassade israélienne. Cet parrainage intervient malgré le retrait du festival de l'an dernier de huit artistes, en signe de



protestation pour cette même raison. (voir aussi le site [Boycott Pop-Kultur Festival](#)).

Israël cherche à s'associer à des festivals internationaux, tel Pop Kultur Berlin, pour blanchir par l'art son image à l'étranger, dans la tentative explicite de détourner l'attention de ses crimes contre les Palestiniens. Pour un festival supposé progressiste, accepter de l'argent d'un sponsor qui est un régime d'oppression et d'apartheid depuis des décennies comme Israël, montre une absence d'éthique et une hypocrisie, à tout le moins.

Tout récemment, Israël a mis en œuvre une politique de tirs-pour-tuer-ou-mutiler, annoncée par avance, contre des milliers de manifestants pacifiques dans la bande de Gaza assiégée et occupée, des manifestants qui luttent pour conquérir la liberté. Les dizaines de tués et les milliers de blessés ne l'ont pas été accidentellement : un porte-parole des forces israéliennes a même dit « rien n'a été fait hors de contrôle ; tout était minutieux et mesuré. Nous savons où chaque balle a abouti ».

La Cour Pénale Internationale a averti Israël que ses meurtres à Gaza pouvaient représenter des crimes de guerre. À la lumière de la violation permanente des droits humains des Palestiniens par Israël, accepter de l'argent de la propagande du gouvernement israélien revient à une complicité intentionnelle avec les violations flagrantes du droit international par Israël via le blanchiment par l'art.

Voici quelques mois, l'artiste à succès néozélandaise, Lorde, a annoncé l'annulation d'un concert programmé à Tel Aviv. Confrontés à une vilaine campagne d'intimidation et de calomnie par des représentants du lobby israélien, des dizaines d'artistes mondialement connus, dont des stars ayant remporté des Oscars à Hollywood, ont déclaré leur soutien total à Lorde.

Un officiel israélien a résumé la politique manifeste de blanchiment culturel d'Israël de la façon suivante : « Nous enverrons des romanciers et autres écrivains connus à l'étranger, des compagnies de théâtre, des expositions. De cette façon, vous montrez un visage plus agréable d'Israël, pour qu'on ne nous représente pas simplement dans le contexte de la guerre ».

L'insistance du festival Pop Kultur à accepter le parrainage d'Israël, de quelque manière qu'il le tourne cette année, ne nous laisse que le choix de faire appel à tous les artistes y participant pour qu'ils s'en retirent, sauf si le festival annule le parrainage d'Israël.

Un événement sponsorisé par l'Afrique du Sud de l'apartheid aurait déclenché les mêmes appels au boycott par les défenseurs des droits humains et les progressistes d'Afrique du Sud, d'Allemagne et d'ailleurs. De même, éviter de normaliser le système israélien d'injustice est le minimum attendu par les Palestiniens de la part d'artistes et d'organisations culturelles progressistes, pour ne pas saper notre lutte non violente pour la liberté, la justice et l'égalité.

Allez-vous vous placer du côté juste de l'histoire ?

*\* Les lignes directrices de PACBI pour le boycott culturel d'Israël stipulent que « (Un-e) événement/activité mené-e sous le parrainage/sous l'égide ou avec affiliation à une entité israélienne officielle ou une institution complice, constitue une complicité et donc mérite d'être boycotté-e.*

Source: [Boycott Pop-Cultur Festival](#)

Traduction SF pour BDS France

---

# Des Palestiniens à Nick Cave : respectez notre appel non- violent pour la justice

14 Septembre, 2017

Par [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Texte original :  
<https://bdsmovement.net/news/palestinians-nick-cave-heed-our-non-violent-call-justice>

Cher Nick Cave,

Nous vous écrivons de Palestine pour vous exhorter à annuler vos concerts en Israël en Novembre prochain. Nous espérons que vous prendrez en considération notre appel pour un boycott culturel avec un esprit ouvert, et un cœur ouvert.

Depuis votre dernier concert en Israël en 1998, Israël a intensifié son oppression des Palestiniens, cela en toute impunité et souvent avec la complicité de gouvernements étrangers. Pendant cette période, Israël [a fait croître sa population de colons](#) jusqu'à plus d'un demi million en Cisjordanie occupée. En parallèle, plus de 10 000 Palestiniens furent [bannis](#) de vivre à Jérusalem Est occupé, bien que nés dans la ville. Rien qu'en 2016, Israël [a démoli](#) ou confisqué 1093 bâtiments appartenant à des Palestiniens à travers la Cisjordanie, dont Jérusalem Est, laissant 1600 Palestiniens sans domicile, près de la moitié d'entre eux sont des enfants. Cette année marque une décennie de siège illégal israélien sur Gaza, où deux millions de Palestiniens vivent dans des conditions effroyables. La semaine dernière, un [rapport des Nations Unies](#) a déclaré que "le poids des preuves confirme,

au-delà de tout doute raisonnable, qu'Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid sur le peuple palestinien, ce qui correspond à la commission de crime contre l'humanité".

Inspirés par la lutte anti-apartheid d'Afrique du Sud, les Palestiniens appelèrent à un boycott d'Israël en 2005 jusqu'à ce qu'il mette fin à ces injustices et respecte les droits humains. Aujourd'hui, se produire à Tel-Aviv équivaut à se produire à Sun City pendant la période de l'apartheid.

Nous sommes profondément inspirés par votre œuvre. En particulier, nous sommes touchés par [votre soutien aux militants britanniques](#) qui ont manifesté devant l'usine d'armes Elbit, le plus grand fabricant d'armes israélien, et votre soutien pour un embargo militaire contre Israël. Bien que le dossier des militants manifestant contre Elbit au Royaume Uni ait été classé, Israël n'a pas encore été tenu responsable pour sa [destruction injustifié de Gaza](#) et le meurtre de plus de 550 enfants en 2014.

Nous respectons aussi profondément votre implication à l'album Voices for Justice en soutien aux West Memphis Three, qui furent jugés coupables à tort de meurtre après des confessions obtenus grâce à des techniques d'interrogatoire discutables. De même, les enfants palestiniens de Cisjordanie sont régulièrement tirés de leurs lits lors d'opérations de l'armée israéliennes. Ils sont ensuite poursuivis par des cours militaires et détenus dans des centres de détentions militaires israéliens, "[célèbres pour leurs mauvais traitements et tortures systématiques sur les enfants palestiniens.](#)" Israël détient pas moins de 700 enfants palestiniens chaque année.

Nous admirons l'utilisation que vous faites de l'art pour dénoncer les injustices et pour porter la voix des sans-voix. Comme l'a dit l'Archevêque Desmond Tutu "Si vous êtes neutres dans une situation d'injustice c'est que vous avez choisi d'être du côté de l'opresseur." En 2010, [Tutu a fait la](#)

[déclaration suivante](#) à l'Opéra de Cape Town alors qu'ils devaient décider de se produire ou non en Israël :

*“ Tout comme nous disions pendant l'apartheid que c'était inapproprié pour les artistes internationaux de se produire en Afrique du Sud, dans une société fondée sur des lois discriminatoires et l'exclusivité raciale, ce serait de même une erreur pour l'Opéra de Cape Town de se produire en Israël.”*

Nous avons été étonnés d'apprendre que vous alliez prochainement vous produire à Tel-Aviv où les injustices contre lesquelles vous luttez y sont si familières pour nous. Votre concert en Israël, sans parler de l'intention, sape notre mouvement non violent pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) pour les droits palestiniens. En outre, Israël utilise de tels spectacles pour présenter une image de normalité et d'ouverture afin de masquer ses violations quotidiennes des droits humains palestiniens.

Nissim Ben-Sheetrit, ancien directeur général adjoint du Ministère israélien des Affaires Etrangères, était assez [franc sur cette stratégie](#), déclarant, « Nous voyons la culture comme un outil de hasbara [propagande] de premier choix, et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture. »

Nous espérons que vous vous joindrez aux autres artistes et célèbres figures culturelles, telles que Lauryn Hill, Elvis Costello, U2, Cat Power, le regretté Gil Scott-Heron, Massive Attack, Alice Walker, Roger Waters et d'autres, en refusant de prêter votre nom pour couvrir le système d'oppression israélien qui dure depuis des décennies. Se faisant vous nous permettriez de continuer d'imaginer un futur libre de toute oppression et de soumission, pour nous ainsi que pour nos enfants à venir.

Sincèrement,

# Appel à Carlos Santana : « ne fêtez pas l'apartheid, annulez votre concert à Tel Aviv »

PACBI | 2 mai 2016

Veillez signer cette pétition qui demande à Carlos Santana d'annuler son prochain concert à Tel Aviv, [cliquez ici](#).

« Exactement comme nous disions à l'époque de l'apartheid qu'il était malvenu que des artistes internationaux se produisent en Afrique du Sud dans une société fondée sur des lois discriminatoires et une exclusivité raciale, il serait tout aussi néfaste que l'Opéra de Cape Town se produise en Israël. »

– *Desmond Tutu, 26 octobre 2010*

Cher Carlos Santana,

Jérusalem occupée, le 12 avril 2016

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) vous demande d'annuler votre concert programmé pour le 30 juillet 2016 à Tel Aviv. Nous vous demandons de respecter notre ligne militante et de rejoindre les centaines d'artistes du monde entier qui ont refusé de se produire en Israël tant que celui-ci continue à dénier leurs droits fondamentaux aux Palestiniens au mépris de la législation internationale.

(1)

La société palestinienne a demandé aux artistes internationaux de soutenir le boycott culturel d'Israël, comme ils avaient refusé d'entretenir l'apartheid en Afrique du Sud en solidarité avec la lutte des opprimés pour la liberté, la justice et l'égalité. (2) Avec l'isolement croissant d'Israël dans le monde, de moins en moins d'artistes souhaitent être associés à son régime d'occupation, de colonialisme et d'apartheid. (3)

En tant que personnage public, vous avez utilisé de votre influence pour promouvoir des causes sociales et les droits civiques, dont les droits des enfants. Vos fans dans le monde entier, non seulement vous apprécient en tant que remarquable virtuose du monde de la musique, mais ils admirent profondément aussi votre engagement dans les rendez-vous sociaux, tels que votre rôle dans l'établissement en 1998 de la Fondation Milagro, organisation qui « profite aux enfants défavorisés et vulnérables à travers le monde ». Comment ce louable engagement envers les droits de l'Homme peut-il s'accorder avec le fait de jouer dans un pays qui viole constamment ces droits ?

Israël se sert des prestations des artistes internationaux comme d'un aval à ses crimes et pour distraire l'attention du monde de la condition des Palestiniens. (4) Indépendamment de vos intentions, la machine de propagande d'Israël utiliserait votre prestation à Tel Aviv pour camoufler ses crimes contre le peuple palestinien en général et les enfants en particulier, y compris le déni de leurs droits fondamentaux à un accès sans entraves à l'éducation, à des soins de santé appropriés, à la liberté de circulation et, souvent, même au droit à la vie.

La section palestinienne de Défense Internationale des Enfants (DCI) a collecté des renseignements sur la longue série de crimes contre les enfants palestiniens, y compris la violence des mauvais traitements et la torture des enfants prisonniers. (5)

Rien qu'en 2014, en incluant l'attaque brutale contre Gaza, les forces militaires israéliennes ont tué des centaines d'enfants palestiniens, d'après les chiffres de l'ONU, incitant Leila Zerrougui, Représentante Spéciale à l'ONU du Secrétaire Général pour les Enfants et les Conflits

Armés, à recommander d'inclure l'armée israélienne dans la liste des forces armées responsables du meurtre et des mutilations d'enfants.

Le degré d'incitation contre les Palestiniens de la part des fonctionnaires et des colons illégaux a atteint des niveaux sans précédent dans la société israélienne. Presque quotidiennement, de jeunes Palestiniens sont tués dans des exécutions extrajudiciaires condamnées par Amnesty International et d'autres associations de droits de l'Homme. (6) Les tribunaux militaires d'Israël détiennent actuellement 406 enfants en prison, et 670 détenus administratifs, retenus sans procès ni jugement en bonne et due forme et soumis de la torture et des mauvais traitements. (7)

Selon un récent sondage, 48 pour cent des Israéliens soutiennent l'expulsion des Palestiniens et 79 pour cent sont d'accord pour que les Israéliens bénéficient de plus de droits que les Palestiniens. (8) Ces statistiques ne sont pas sans conséquence alors que les Palestiniens sont la cible principale du fanatisme croissant d'Israël provoqué depuis le plus haut sommet du gouvernement. (9)

Sur votre page Facebook, vous mentionnez que votre concert est ouvert « à quiconque souhaite y assister ». (10) Les Palestiniens dans leur écrasante majorité sont des réfugiés à qui, jusqu'à aujourd'hui, on dénie le droit de revenir chez eux. A quelques minutes du lieu de votre concert, presque 2 millions de Palestiniens sont sous un blocus illégal et inhumain dans la Bande de Gaza, privés même du droit de reconstruire leurs maisons détruites par Israël pendant le dernier massacre en 2014. (11)

Les Palestiniens de Cisjordanie vivent eux aussi derrière un mur, déclaré illégal en 2004 par la Cour Internationale de Justice, utilisé pour isoler leurs communautés et pour qu'Israël s'approprie leurs terres. (12) Des centaines de checkpoints et d'obstacles à la circulation privent les Palestiniens de leur liberté de mouvement, y compris à l'intérieur de la Cisjordanie. (13) Les Palestiniens d'Israël sont soumis à plus de 50 lois qui leur impose une discrimination fondée sur la race. (14)

La donation du montant de votre concert à Médecins sans Frontières ne le



rend pas moins problématique. C'est la même chose que jouer dans les années 1980 dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, contre la volonté de l'écrasante majorité des opprimés qui s'y trouvaient, et de donner les bénéfices à quelque œuvre de charité. Alors que nous soutenons le fait de faire des dons à cette louable organisation, ce ne peut être aux frais d'une contribution au camouflage des violations flagrantes des droits des Palestiniens par Israël.

Nous faisons appel à votre solidarité de principe pour ne pas saper notre résistance non-violente à l'oppression d'Israël. Nous vous exhortons à vous tenir du bon côté de l'histoire comme vous l'aviez fait pendant l'apartheid en Afrique du Sud.

Sincèrement vôtre,

PACBI

13 avril 2016

[1] Voyez ici, ici et ici des exemples de promesses de boycott culturel par des centaines d'artistes, quelques unes des voix prépondérantes dans leur domaine.

[2] <https://bdsmovement.net/activecamps/cultural-boycott>

[3] <http://www.nytimes.com/2014/02/01/opinion/sunday/why-the-boycott-movement-scares-israel.html>

[4] <https://electronicintifada.net/content/behind-brand-israel-israels-recent-propaganda-efforts/8694>

[5] Voir aussi le dossier 2016 de Human Rights Watch « La police israélienne maltraite les enfants détenus ».

[6] <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/2633/2015/en/>

[7]

[http://www.addameer.org/israeli\\_military\\_judicial\\_system/administrative\\_detention](http://www.addameer.org/israeli_military_judicial_system/administrative_detention)

[8]

<https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/03/08/>

[how-israels-jewishness-is-overtaking-its-democracy/](#)

[ 9 ]

<http://www.alternet.org/world/prime-sinister-new-faces-netanyahus-new-israeli-government>

[ 10 ]

<https://www.facebook.com/carlossantana/posts/10153621244536359>

[ 11 ]

<http://www.theguardian.com/world/2015/sep/02/gaza-becoming-uninhabitable-as-society-can-no-longer-support-itself-report>

[ 12 ]

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2012/12/20121225825178322.html>

[ 13 ]

[http://www.ochaopt.org/documents/ocha\\_opt\\_the\\_humanitarian\\_monitor\\_2016\\_01\\_05\\_english.pdf](http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2016_01_05_english.pdf)

[ 14 ]

<http://mondoweiss.net/2015/06/database-discriminatory-israel/>

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [PACBI](#)

---

**Aux nominés aux Oscars : «  
Donnez votre sac cadeau  
israélien à un réfugié  
palestinien ! »**

Artistes pour la Palestine GB

18 février 2016

**Artistes pour la Palestine GB (APUK) a interpellé mercredi les acteurs et réalisateurs qui sont nominés aux Oscars : « faites don de votre sac cadeau israélien à un réfugié palestinien ! »**

- Mike Leigh, réalisateur cinq fois nominé aux Oscars a dit : « *un séjour cinq étoiles sur la terre de vos parents et grands parents, des Palestiniens épuisés dans les camps de réfugiés pourraient tout à fait en faire leur affaire. Je pense que le monde serait heureux de voir de l'argent du gouvernement israélien utilisé pour une fois pour des réparations envers les Palestiniens – et j'espère que les stars seront d'accord.* »
- Ken Loach, nominé au BAFTA (Académie Britannique des Arts Cinématographiques et Télévisuels) et vainqueur de la Palme d'Or a dit : « *pensez juste à ce que 49 000 € pourraient représenter pour des Palestiniens dont les maisons ont été détruites et la terre volée. Espérons que les gens du cinéma pourront se rendre compte de ce qu'il y a derrière cette brutale propagande* »
- Brian Eno, musicien et compositeur a suggéré un sac cadeau alternatif qui propose : « *Visitez la Palestine ! Profitez d'un weekend plein de gaz lacrymogène dans le ghetto de Jérusalem Est !* »

Déjà atteint par une polémique sur le fait qu'il n'y ait aucun nominé non blanc à la cérémonie de cette année, le sac cadeau des Oscars est maintenant utilisé pour blanchir l'apartheid israélien. L'ainsi nommé sac cadeau destiné aux acteurs et réalisateurs nominés les plus en vue, fourni par la société de Los Angeles *Distinctive Assets* (Atouts Majeurs) comporte un séjour de luxe cinq étoiles en Israël financé par le gouvernement israélien, d'une valeur de 49 000 € pour chaque nominé des principales catégories d'acteurs et de réalisateurs. Le sac cadeau contient aussi un lifting de seins « Vampire », une randonnée à pied de 15 jours au Japon, la location gratuite pendant un an d'une Audi, la fourniture pour

la vie de crèmes de beauté Lizora et un jouet sexuel (pour les femmes nominées uniquement).

La campagne américaine pour mettre fin à l'occupation israélienne a lancé une pétition à l'adresse des nominés aux Oscars et à l'hôte : « en tant que gens de conscience attachés à la justice et à l'égalité pour tous, nous vous exhortons à rejeter les voyages de propagande que le gouvernement israélien offre en contribution au sac cadeau de l'Académie ».

Dans un geste bien accueilli par les Palestiniens, l'ensemble de ce paquet clinquant a été mis en question par l'Académie, dont les récompenses sont les statuettes Oscar très convoitées, et il en est résulté une procédure contre *Distinctive Assets*.

« L'an dernier, l'Académie a tenté de poser le problème de la falsification et de la contrefaçon de *Distinctive Assets*, sans aller en justice. Nous n'avions plus d'autre choix que d'intenter un procès » aurait dit un porte-parole de l'Académie d'après le magazine *Variety*.

*Variety* a écrit : « un des objets de cette année, un séjour de luxe en Israël financé par le gouvernement de cette société (sic), a attiré les foudres de *Artistes pour la Palestine GB*, organisation qui a imploré les participants de « donner votre sac à un réfugié palestinien ».

Un communiqué de presse de APUK a expliqué : tout nominé aux Oscars qui accepte l'offre se retrouvera en situation de travailler en tant que larbin non payé dans une séance de photo de 10 jours, au nom d'un gouvernement qui ne respecte pas le droit international, viole les droits humains et a été accusé de crimes de guerre, ce qui est vraisemblable.

Les nominés aux Oscars Mark Rylance et Asif Kapadia ont d'ores et déjà promis de ne pas se rendre en Israël dans le cadre professionnel. Ils font partie des plus de 1000 artistes britanniques et de gens du spectacle qui ont signé

*l'Engagement d'Artistes pour la Palestine* lancé en février 2015.

Plutôt que de blanchir l'oppression systématique des Palestiniens par Israël, APUK invite les stars et les réalisateurs qui sont sur la liste de l'Academy Award à donner leurs bons de vacances en Israël à des réfugiés palestiniens qui se voient refuser le droit de retourner dans leur pays.

Plus de 750 000 Palestiniens ont été victimes d'un nettoyage ethnique systématique et transformés en réfugiés lors de la création de l'État d'Israël en 1948. Israël a prohibé le droit au retour des Palestiniens dans leurs maisons, prévu par l'ONU, depuis près de 70 ans.

Musicien, compositeur et signataire de l'Engagement, Bryan Eno a proposé un scénario alternatif de vacances, invoquant les réalités de la vie des Palestiniens sous occupation israélienne.

*Visitez la Palestine !*

*Profitez d'un weekend rempli de gaz lacrymogène dans le ghetto de Jérusalem Est !*

*Regardez un bébé né sur le siège arrière d'un taxi sous les yeux des gardes du checkpoint !*

*Faites la queue pendant des heures sous un soleil cuisant ! Soyez bousculé par des soldats en colère !*

*Plein d'activités amusantes pour les gamins aussi, dont une fabuleuse NUIT D'INTERROGATOIRE PAR LE SHIN BET menée à grands frais !*

*Et ramenez chez vous le magnifique « sac cadeau des territoires occupés » qui contient un kit pratique de premiers secours pour des coups reçus des colons, une section joliment travaillée d'un olivier déraciné et une véritable balle souvenir enrobée de caoutchouc !*

*Nous vous offrirons des vacances que vous n'oublierez jamais !*

Le contenu israélien du sac cadeau prévu pour 2016 représente un effort de propagande que le gouvernement israélien n'a pas tenté de masquer.

Le ministre du tourisme Yariv Levin a été assez clair sur l'intention : « ce sont les personnes les plus haut placées de l'industrie du cinéma d'Hollywood et des leaders d'opinion que nous sommes intéressés à accueillir ici en Israël ».

Le Réseau Palestinien des Arts du Spectacle (PPAN), des organisations et des individus qui représentent la majorité du secteur culturel palestinien ont appelé les nominés aux Oscars à rejeter le séjour sponsorisé par le gouvernement israélien.

Parmi les membres de PPAN se trouvent le Conservatoire National de Musique Edward Saïd de Ramallah et de Gaza : <http://ncm.birzeit.edu/en> et le Freedom Theatre, du camp de réfugiés de Jénine: [www.thefreedomtheatre.org](http://www.thefreedomtheatre.org)

Le Boycott d'Israël Académique et Culturel Palestinien (PACBI) a aussi appelé les nominés aux Oscars à rejeter le séjour de propagande israélienne.

---

Source :

<http://artistsforpalestine.org.uk/2016/02/18/oscar-nominees-give-your-israeli-swig-bag-to-a-palestinian-refugee/>

Traduction SF pour BDS France

---

# Compte rendu de la conférence BDS palestinienne du 8 juin à Bethléem

Ramallah, 8 juin 2013

Le 8 juin 2013, le Comité national palestinien BDS (BNC) [1] a organisé sa « quatrième conférence nationale BDS » à l'université de Bethléem, sous le slogan : « **Boycotter Israël et s'opposer à la normalisation contribuent à la libération, au retour des réfugiés et à l'autodétermination** ». Avec 700 participants, principalement des représentants des entités membres du Comité national, dont les partis politiques, les syndicats, les associations de femmes, les syndicats professionnels, les groupes de jeunes et étudiants, et d'autres organisations de la société civile, la conférence a été saluée par plusieurs commentateurs comme un « tournant » pour le travail local du mouvement BDS. Une partie substantielle du mérite en revient aux efforts désintéressés de dizaines de volontaires – surtout des jeunes -, capables et dévoués, qui ont travaillé de longues semaines pour organiser tous les aspects de la conférence.

Des membres du Conseil législatif palestinien et du Comité exécutif de l'OLP ont aussi pris part à la conférence, soulignant la reconnaissance officielle de l'influence et de l'impact croissants du mouvement BDS.

Cette conférence nationale BDS a fourni une tribune éminente pour échanger les idées parmi les militants palestiniens, jeunes et étudiants, syndicalistes, militantes femmes, décideurs, intellectuels, universitaires, représentants du secteur privé et principaux réseaux d'ONG.

La conférence visait à promouvoir et à permettre le développement efficace, dans la société palestinienne, de campagne BDS sectorielles avec des stratégies claires et des équipes de direction. En décrivant comment Israël cherche de

plus en plus des « feuilles de vigne » palestiniennes ou plus largement arabes pour dissimuler la montée de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid, un des principaux thèmes traités a été celui de la normalisation économique, universitaire, culturelle, de jeunesse et dans le secteur des TIC, avec Israël – et les moyens de l'affronter.

Après l'hymne national, Mme **Haitham Arar**, représentante de l'Union générale des femmes palestiniennes au BNC, a introduit les orateurs invités de la cession d'ouverture intitulée « **Le boycott d'Israël, une résistance enracinée, contemporaine et universelle** ». Frère **Peter Bray**, président de l'université de Bethléem, à commencé par un discours d'accueil soulignant l'importance du mouvement BDS comme trame efficace d'éducation et d'action non-violente élèvant la conscience publique et donnant des moyens à différents secteurs de la société pour participer à la lutte pour la liberté et les droits humains. Mme **Fadwa Barghouthi** a lu un message de soutien de **Marwan Barghouthi**, un haut dirigeant du Fatah membre du Conseil législatif palestinien, incarcéré illégalement par Israël. Mme **Abla Saadat** a ensuite délivré un message de soutien d'**Ahmad Saadat**, le Secrétaire général emprisonné du Front populaire de libération de la Palestine. Les deux messages confirmaient la ferme approbation du BDS – en tant que stratégie principale de résistance et de solidarité mondiale avec les droits des Palestiniens – par les leaders de la lutte nationale palestinienne.

Le Dr. **Moustafa Barghouthi**, Secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne a fait un discours de la part des Forces nationales et islamiques en Palestine, un des principaux piliers du BNC, dans lequel il a renouvelé la ferme conviction des partis politiques palestiniens de la futilité de négociations, vus l'actuel déséquilibre de pouvoir et l'hégémonie des USA. Le Dr. Barghouthi a souligné que l'unité nationale, une résistance populaire montante, une solidarité internationale effective, particulièrement sous la forme du BDS, sont les composantes nécessaires d'une stratégie palestinienne pour mettre fin à l'occupation et à l'apartheid



israéliens et pour parvenir à l'autodétermination, au retour des réfugiés et à l'établissement d'un État palestinien souverain et indépendant avec Jérusalem comme capitale. Il a chaudement salué le BNC et le mouvement BDS, localement et internationalement, pour ses succès spectaculaires récents et a appelé à l'escalade d'un boycott général d'Israël pour l'isoler, comme le fut l'Afrique du Sud de l'apartheid.

L'archevêque sud-africain **Desmond Tutu**, un des plus éminents supporters du BDS contre Israël, s'est adressé à la conférence via une vidéo enregistrée, disant qu'il était « certain » que le peuple palestinien parviendrait un jour à sa liberté, où il pourra marcher debout avec dignité dans une Palestine libre – suscitant un tonnerre d'applaudissements. Ce fut suivi par un autre message de solidarité enregistré de **Roger Waters**, célébrité mondiale fondateur des Pink Floyd, dans lequel il saluait la conférence et réaffirmait son ferme soutien aux BDS jusqu'à ce que les Palestiniens jouissent de la liberté, de la justice et de droits égaux.

La session inaugurale fut conclue par le principal discours du BNC, présenté par vidéoconférence par le Dr. **Haidar Eid**, professeur associé à l'université Al-Aqsa dans la bande de Gaza assiégée et membre du Comité directeur de la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI). Le Dr Eid expliqua la philosophie et les stratégies du BDS, son inspiration sud-africaine et certains de ses principaux succès. Il donna aussi un aperçu des multiples défis, internes et externes, confrontés par le mouvement, en soulignant certaines des preuves les plus importantes de l'impact du mouvement sur le système de occupation, colonisation et apartheid d'Israël.

Sous le titre « **Initiatives BDS : locales, arabes et internationales** », la première session débuta, présidée par Mme **Rif'a Abu-Reesh**, représentante de la Coalition mondiale palestinienne du droit au retour, la plus vaste alliance de groupes palestiniens, dans et hors de Palestine, militant pour le droit du retour des réfugiés palestiniens. Elle inclut un certain nombre de rapports sur des expériences réelles de

boycott et sur les importantes leçons apprises. **L'archevêque Attallah Hanna** parla de l'expérience du groupe «Kairos Palestine » et de son rôle pour répandre le BDS mondialement parmi les Eglises. Le Dr. **Samah Idriss**, un éditeur et auteur libanais bien connu, parla de Beyrouth par vidéoconférence sur l'expérience pionnière libanaise du boycott des entreprises complices de l'occupation et des violations du droit international par Israël. Le Dr. **Tayseer Maray** présenta les formes particulières de boycott adoptées dans les Hauts du Golan syrien occupé, malgré le siège et l'isolement imposés par Israël. Le Dr. **Mohsen Abu Ramadan**, représentant du réseau des ONG palestiniennes (PNGO) au BNC, parla depuis Gaza des expériences de boycott là bas et de leurs principaux succès. **Yafa Jarrar**, un militant de Toronto, Canada, présenta un rapport sur la « Semaine de l'apartheid israélien », la principale activité BDS annuelle sur les campus. La militante et avocate **Nisreen Al-Haj Ahmad** présenta les principaux éléments de la campagne BDS arabe contre G4S et sa stratégie. Le Dr. **Samia Botmeh**, directrice du Birzeit University Center for Development Studies et membre du comité directeur du PACBI, souligna certaines des principales réussites du boycott académique et culturel d'Israël. **Imad Temiza**, le jeune président déterminé du syndicat des services postaux palestiniens, présenta la stratégie de son syndicat dans la promotion d'un boycott des services postaux israéliens. Le militant **Mazen Al-Azzeh**, un leader de l'Initiative nationale palestinienne à Bethléem, parla des caractéristiques et des succès principaux de la campagne locale « Bader » pour le boycott des produits israéliens. Un jeune animateur de Salfit, **Diaa' Shtayyah**, présenta une campagne pour déclarer Salfit « libre de produits israéliens ». **Amjad al-Kassis**, un expert en droit international du centre Badil de Bethléem, traita du nettoyage ethnique systématique des communautés palestiniennes par Israël et de l'importance des sanctions pour s'y opposer. Finalement, **Raja Zaatry**, présidente de la branche de Haïfa du parti communiste israélien, représenta le nouveau groupe formé, BDS48, expliquant les principales perspectives et

difficultés rencontrées par le groupe pour répandre BDS parmi les citoyens palestiniens d'Israël.

La deuxième session, intitulée « **Les formes de la normalisation et comment les combattre** », a été présidée par M. **Rasem Obeidat** de la Civic and National Commission de Jérusalem occupé. Le Dr. **Islah Jad**, directrice du Centre des études féminines à l'université Birzeit et membre du Comité directeur du PACBI, présenta les principes et les lignes directrices du document définissant la normalisation, adopté par les représentants de la majorité absolue de la société civile à la première conférence nationale du BDS en 2007. Puis Mme **Rania Elias**, directrice du centre culturel Yabous de Jérusalem et membre du comité directeur du PACBI, donna un aperçu des projets de normalisation culturelle et de quelques succès des militants BDS pour contrecarrer de tels projets, particulièrement à Jérusalem. Le Dr. **Yousef Abd Al-Haq**, un grand économiste, traita de la normalisation économique qui d'après lui est la forme la plus dangereuse. Le Dr. **Abdul-Rahim Al-Shaikh** présenta un argument décisif contre la normalisation académique, en donnant des exemples de sa manière de miner la lutte pour l'autodétermination. La dernière présentation de cette session fut par le jeune militant **Zaid Shuaibi**, responsable réseau et liaisons au BNC, sur la normalisation de la jeunesse et des étudiants et son rôle dans la captation des esprits et la mise à l'écart de la lutte pour les droits des Palestiniens.

À la fin de la session, surprenant l'audience, un écran apparut avec une photo du célèbre chanteur libanais **Marcel Khalifeh**, qui s'adressait depuis Beyrouth à la conférence, en soulignant l'importance de « dire NON » et de se dresser contre la tyrannie. Il salua le mouvement de boycott, en se focalisant sur le rôle du boycott culturel dans la lutte palestinienne et arabe pour la liberté et l'émancipation. La réponse de l'audience fut un applaudissement puissant et prolongé.

Sous le titre « **Face au public : les dirigeants palestiniens et les représentants de la société civile répondent aux**

**questions sur le boycott Israël et l'opposition à la normalisation** », la troisième session de la conférence, de loin la plus agitée, fut présidée par **Nasfat Khuffash**, représentant de l'Institut national des ONG au secrétariat du BNC. Il introduisit les orateurs : Le Dr. **Taisir Khaled**, membre du Comité exécutif de l'OLP, le Dr. **Jawad Naji**, Ministre palestinien de l'économie nationale et **Omar Barghouti**, représentant le BNC. Cette session a fourni un forum exceptionnel sur la responsabilité démocratique et le questionnement des dirigeants. Un grand nombre de questions critiques et d'interventions furent soulevées, dont certaines étaient percutantes, voire coléreuses, reflétant le mécontentement public palestinien général à propos des réalisations de l'AP et de l'OLP concernant la résistance à l'occupation et la lutte pour les droits des Palestiniens.

Malgré une altercation verbale entre le ministre de l'AP et un membre de l'audience, qui créa un chaos temporaire dans la grande salle et causa finalement le départ du ministre, cette expérience de démocratie populaire souligne par elle-même l'importance de la liberté d'expression, du respect des différences d'opinion et du besoin que les dirigeants rendent compte sur tout ce qui concerne les préoccupations des citoyens, particulièrement sur les droits nationaux et les moyens de les défendre.

Après la troisième session, **Alaa Muhanna**, un jeune écrivain palestinien druze de Galilée objecteur de conscience, fit part de son expérience du refus du service militaire obligatoire dans l'armée d'occupation, analysant la tendance croissante au rejet du service militaire par les Palestiniens druzes comme une forme de boycott et d'expression de l'unité du peuple palestinien partout.

À la fin de la conférence, les centaines de participants se séparèrent en ateliers sectoriels concomitants qui firent la synthèse de beaucoup d'assemblées préparatoires tenues pendant les quelques mois précédant la quatrième conférence nationale BDS. Des plans d'action sectorielle d'un an furent établis et les groupes de suivi furent formés dans les neuf ateliers

parallèles. Il est utile de mentionner que l'Union générale des femmes palestiniennes fut LE membre le plus actif dans l'organisation des assemblées préparatoires avant la conférence : elle tint 7 assemblées dans les différents gouvernorats de Cisjordanie occupée et à Gaza.

**De loin, la quatrième conférence nationale BDS fut l'événement BDS le plus réussi jamais tenu en Palestine. Même s'il reste beaucoup à faire, le BNC à l'espoir que la conférence contribuera significativement à la montée du militantisme de base BDS partout parmi les Palestiniens et pour poser les bases du décollage attendu depuis longtemps de la campagne BDS dans le monde arabe.**

[1] le BNC est la plus vaste coalition palestinienne, incluant des représentants des principaux partis politiques, des réseaux de réfugiés, des organisations de masse (femmes, étudiants, agriculteurs, enseignants, écrivains, etc.), des syndicats, des réseaux d'ONG et des associations professionnelles. C'est la référence palestinienne pour le mouvement BDS mondial.

Traduction: JPB – CCIPPP

---

## **2012 : Une année de succès pour BDS dans le monde**

*Des actions de boycott et des victoires ont eu lieu dans le monde entier, en 2012 (Nedal Eshtayah / APA images)*

**Janvier :**

- Le célèbre philosophe et politologue français **Jacques Rancière** [a annulé une visite en vue d'une conférence](#) à

l'Université de Tel-Aviv après un appel de la PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël.

- D'éminents activistes, artistes et animateurs culturels **LGBT** (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) ont demandé à des individus et des alliés de leur groupe [de s'opposer à l'occultation par Israël des violations des droits de l'homme et à soutenir les BDS.](#)

## Février :

- La chanteuse américaine **Cat Power** [a annulé son spectacle en Israël.](#)
- Au **Canada**, le corps étudiant de l'Université de **Regina** a [adopté une motion BDS](#) « *en tant que moyen d'exercer des pressions sur Israël afin qu'il se plie aux lois internationales et aux droits de l'homme* ».
- La chanteuse de jazz américaine **Cassandra Wilson** [a annulé son spectacle à Holon.](#) Elle a déclaré : « *En tant qu'activiste des droits de l'homme, je m'identifie au boycott culturel d'Israël.* »
- Les produits de la firme israélienne de cosmétiques **Ahava** – qui pille les ressources de la **mer Morte** en **Cisjordanie** occupée et produit des cosmétiques dans une colonie illégale tout en les étiquetant « *made in Israel* » – [ont été retirés des rayons partout au Japon.](#) **DaitoCrea**, le distributeur japonais de la ligne de cosmétiques d'**Ahava**, a annoncé qu'il cesserait immédiatement de stocker les produits d'**Ahava** en raison de la politique frauduleuse de cette société en matière d'étiquetage.
- Un juge [a rejeté un procès intenté par un groupe de pression israélien](#) contre **Olympia Food Co-op** à **Washington**, aux **États-Unis**, protégeant ainsi la décision de la coopérative de ne pas stocker de produits israéliens et de maintenir le boycott.

## Mars :

- Des étudiants en licence de l'Université de **Carleton** à **Ottawa**, au **Canada**, ont adopté par une majorité écrasante une résolution de soutien des désinvestissements dans les sociétés tirant profit de l'occupation israélienne et des violations des droits de l'homme.
- L'Université de **Glasgow** n'a plus repris l'eau **Eden Springs** (une firme israélienne) dans ses cafeterias.
- L'organisation mondiale de justice pour l'eau, **Blue Planet**, a officiellement adopté les **BDS** et a condamné la discrimination sur le plan de l'eau et les mesures d'inaccessibilité à l'égard des **Palestiniens** appliquées par **Israël**.
- Les tentatives du gouvernement israélien de promouvoir **Israël** en tant que havre d'« *accueil pour les homosexuels* » tout en nouant des liens avec les communautés **LGBT** aux **États-Unis** et ailleurs dans le monde (ce qu'on appelle communément le « *pinkwashing* ») ont échoué à **Seattle, Tacoma et Olympia, Washington**.
- Les produits **Ahava** ne sont plus distribués par une importante chaîne de magasins en **Norvège**.
- **M.E.Ch.A.**, la plus importante association de la jeunesse latino-américaine (**Latin@**) aux **États-Unis**, a décidé par une majorité écrasante de répondre favorablement à l'appel palestinien aux **BDS** (**Latin@** est un terme neutre pour Latino – masculin – et Latina – féminin.) L'annonce a été faite le 30 March, qui marque à la fois la **Journée palestinienne de la Terre** – commémorant les assassinats, les blessures et les arrestations massives de **Palestiniens** qui, en 1976, avaient protesté contre les confiscations de terre – et la **Journée César Chávez**, célébrant le dirigeant mexicain des droits civiques mexicain qui avait mené des actions de boycott et de grève pour les droits des travailleurs agricoles.

#### Avril :

- L'association des étudiants en candidature de

- l'Université du **Massachusetts**, à **Boston**, a adopté une [résolution afin de désinvestir chez Boeing](#), une société américaine qui tire profit des violations des droits de l'homme par l'armée israélienne.
- Le deuxième **Mediterranean Delight International Belly Dance Festival** (danse du ventre), qui devait se tenir à **Marrakech**, [a été annulé en raison d'une intervention manifeste des autorités marocaines](#), qui ont subi des pressions de groupes palestiniens de solidarité dans l'ensemble des milieux religieux et culturels du **Maroc**. En outre, le Festival de danse du ventre était sponsorisé en partie par la société israélienne **Sea of Spa**, qui entretient des liens avec **Ahava**.
  - L'Association égyptienne de football [a boycotté Adidas](#) du fait que la société sponsorisait le marathon de **Jérusalem**.
  - La chaîne britannique de supermarchés **The Co-op** a [décidé d'étendre son boycott](#) des marchandises produites dans les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés à un boycott total des sociétés israéliennes qui se procurent la moindre marchandise dans les colonies.
  - Le groupe de musiciens irlandais **Dervish** [a annulé une série de spectacles en Israël](#), déclarant qu'il ne souhaitait pas rompre le boycott.

## **Mai :**

- La professeur de **Columbia**, **Katherine Franke**, [a rallié le boycott universitaire d'Israël](#) et a annoncé qu'elle ne prendrait pas la parole au **Forum de l'Égalité** du fait qu'**Israël** avait été sélectionné comme « *nation éminente* » de la conférence et que l'ambassadeur d'**Israël** **Michael Oren** avait été prévu comme principal orateur.
- Les gouvernements de l'**Afrique du Sud** et du **Danemark** [ont décrété que les produits importés originaires des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée seraient étiquetés en tant que tels](#).



- La Société fiduciaire internationale des **Amis des Quakers** a annoncé [qu'elle désinvestirait pour 900.000 USD d'actions chez Caterpillar](#), la société qui vend à l'armée israélienne des bulldozers utilisés pour démolir des maisons, terres et propriétés palestiniennes. Les bulldozers de **Caterpillar** ont également tué des **Palestiniens** et des internationaux, telle l'activiste américaine **Rachel Corrie** en 2003, qui tentaient de protéger la maison d'une famille palestinienne à **Rafah (Gaza)** d'une démolition imminente.
- L'entreprise multinationale de systèmes urbains **Veolia**, qui est impliquée dans le projet de métro léger à **Jérusalem**, destiné à relier **Jérusalem-Ouest** et les colonies en **Cisjordanie**, [a vu ses contrats refusés par le conseil régional de Haaglanden](#).
- **Migros**, une chaîne suisse de supermarchés, [a annoncé qu'elle allait étiqueter les produits des colonies israéliennes comme originaires des colonies illégales](#) et non « *made in Israel* », comme ces produits sont habituellement étiquetés.

## **Juin :**

- La direction estudiantine de l'Université de l'État d'**Arizona** [a unanimement fait passer un projet](#) demandant que l'université désinvestisse des sociétés tirant profit des abus israéliens des droits de l'homme.
- Le **Flaming Eggplant Cafe**, un collectif géré par les étudiants à l'**Evergreen State College d'Olympia, Washington**, [a voté le boycott des marchandises israéliennes](#).
- Le ministre des Finances de la **Norvège** [a exclu la plus grosse société immobilière d'Israël, Shikun & Binui, du Fonds global de pension du gouvernement](#) (le plus gros fonds de pension en Europe), du fait qu'elle participe à la construction de colonies israéliennes illégales à **Jérusalem-Est**.

- Le virtuose indien du tabla, **Zakir Hussein**, [a annulé ses spectacles à Tel-Aviv et Jérusalem](#) suite aux pressions des activistes internationaux pour le boycott.
- Le géant américain des fonds de pension, **TIAA-CREF**, [a désinvesti pour 72 millions de USD chez Caterpillar.](#)

## Juillet :

L'Église presbytérienne des États-Unis [a décidé de boycotter les produits des colonies israéliennes](#), même si sa résolution en faveur du désinvestissement total a échoué à deux votes près seulement.

## Août :

- La firme britannique **Good Energy** a annoncé qu'[elle mettrait un terme à ses relations d'affaires avec G4S](#), le géant de la sécurité privée avec des antécédents bien fournis de complicité dans les violations des droits de l'homme par **Israël**.
- Des **fonctionnaires sud-africains** [ont dissuadé les ressortissants de leur pays de se rendre en Israël](#) en raison des mauvais traitements infligés par ce pays aux **Palestiniens** et un groupe de **maires sud-africains** ont annulé la visite qu'ils prévoyaient en **Israël**.
- Des membres de l'**Église unie du Canada** [ont adopté une résolution de boycott des produits des colonies israéliennes.](#)
- Le Conseil représentatif des étudiants de l'**Université de Witwatersrand (Wits)**, en **Afrique du Sud**, a [unaniment adopté un boycott universitaire et culturel total d'Israël.](#)

## Septembre :

- Le groupe libanais internationalement reconnu, **Mashrou' Leila**, a annoncé [qu'il ne passerait pas en première partie du spectacle de Red Hot Chili Peppers à Beyrouth](#), en raison de la décision de ces derniers de ne pas

respecter le piquet et de se produire à **Tel-Aviv**, malgré les larges appels mondiaux leur demandant d'annuler leur spectacle.

- **Earlham College**, un petit collège quaker des arts libéraux dans le **Midwest américain**, a annoncé que les services de restaurant du campus [allaient cesser de vendre du hummus de la marque Sabra](#) après que des étudiants se furent inquiétés des connexions de la société avec l'occupation israélienne.
- La **Norvège** [a mis un terme aux déductions fiscales](#) dont bénéficiaient les organisations allouant des fonds dont bénéficient les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés.
- La **Société fiduciaire des Amis des Quakers** (The Quaker Friends Fiduciary Corporation – FFC), qui gère des investissements dans plus de 300 meetings, écoles, organisations, trusts et fonds des quakers un peu partout aux **États-Unis**, a annoncé [qu'elle désinvestissait 390.000 USD de chez Hewlett-Packard et Veolia Environment](#).
- Après avoir subi l'attention des médias et des pressions des activistes **BDS**, plusieurs associations caritatives et une banque danoises ont décidé de [mettre un terme aux contrats de services sécuritaires avec la société de sécurité anglo-danoise G4S](#) en raison du rôle de la société dans l'occupation israélienne.
- La star de football palestinien – et gréviste de la faim – **Mahmoud Sarsak** [a décliné une invitation du club de foot FC Barcelone](#) à participer à un match du fait que le club a également invité à soldat israélien au même match.

## Octobre :

- **Mosireen**, un collectif égyptien de médias, [a rejeté une invitation à participer au Creative Time Summit 2012](#) à **New York** en raison du partenariat « *en profondeur* » de

ce sommet des loisirs créatifs avec une institution financée par le gouvernement israélien.

- Citant leur forte solidarité avec les **Palestiniens** et leur refus de laisser **Israël** coopter l'expression culturelle, le duo de hip hop **Rebel Diaz** [a également annulé le spectacle](#) qu'ils avaient prévu lors du **Creative Time Summit 2012**.
- **MC The Narcicyst** (Yassin Alsalman, irakien) [s'est lui aussi désengagé du Creative Time Summit à Dubaï](#) en ajoutant : « *Ma décision repose uniquement sur mon soutien à la **Palestine** et à son peuple, notre peuple, mon peuple. En tant qu'**Irakien**, je souhaite que tout le monde prenne la même position à propos de toutes les injustices.* »
- Le **Palestinien MC Boikutt** [a annulé sa participation au festival culturel Salam.Orient](#) en **Autriche**, du fait qu'il était sponsorisé par l'ambassade d'**Israël**.
- [Trois autres artistes arabes ont annulé leurs spectacles au Salam.Orient](#) pour la même raison.
- Afin de remercier **The Electronic Intifada** pour nos articles dénonçant les liens du festival **Salam.Orient** avec **Israël**, **Sabah Alnasseri**, un professeur de sciences politiques de l'**Université de York**, à **Toronto**, [a également annulé la conférence qu'il avait prévue lors du festival](#).
- Le **Conseil région d'Utrecht**, aux **Pays-Bas**, a annoncé qu'il avait accordé [un contrat de transport urbain à Qbuzz, une société hollandaise, et non à la société Veolia](#), suite aux pressions répétées des activistes du boycott.

## Novembre :

- **Veolia** [a loupé un contrat de 63,5 millions de USD](#) suite à la pression de la campagne **BDS** sur le Conseil municipal de **Canterbury**, en **Grande-Bretagne**.
- L'Université technique du **Danemark** [a laissé tomber un](#)

[projet de collaboration avec une université située dans la colonie illégale d'Ariel](#), à l'intérieur de la **Cisjordanie** occupée.

- Les Étudiants associés de l'**Université de Californie**, à **Irvine**, ont voté unanimement [un appel au désinvestissement des compagnies qui tirent profit de l'occupation israélienne](#).
- **Stevie Wonder** a [annulé un spectacle à Los Angeles au profit de l'armée israélienne](#).

**Décembre :**

- L'**Internationale des Services publics**, l'un des groupes syndicaux les plus importants de la planète, a [exprimé son soutien à la campagne pour le boycott](#) des marchandises et institutions israéliennes.
- A **Toronto**, au **Canada**, l'**Association des étudiants en licence de l'Université de York** a [voté en faveur d'une résolution de soutien aux BDS](#), et a insisté auprès de l'université pour qu'elle désinvestisse des sociétés qui tirent profit « *des violations des droits de l'homme, des crimes de guerre et de l'oppression* » par **Israël**.
- L'**Université d'Oslo**, en **Norvège**, a annoncé qu'elle [allait laisser tomber son contrat avec la société de sécurité privée G4S](#) en juillet 2013, en raison de l'implication de la firme dans les prisons israéliennes et du fait qu'elle fournit des services et des équipements aux check-points, au mur d'**Israël** en **Cisjordanie**, aux colonies et aux activités commerciales des colonies.
- Deux firmes d'armes israéliennes ont [été forcées de se retirer de la principale rencontre internationale de l'industrie aérospatiale](#), à **Toulouse**, dans le sud de la **France**, suite à la campagne dirigée par **BDS Sud-Ouest**.
- L'**Union des étudiants en licence de l'Université de Toronto** a adopté une [résolution en faveur de l'appel aux BDS](#), demandant qu'elle soit adoptée également par

l'administration de l'université.

- Pour la première fois dans l'histoire, [le Congrès national africain \(ANC\), le parti au pouvoir en Afrique du Sud](#), a officiellement inscrit dans sa politique [l'appel palestinien aux BDS contre Israël](#).
- Au milieu d'une opposition étouffante, **Veolia**, qui tire profit de l'occupation israélienne, [a retiré son offre pour un contrat majeur à Londres](#), et ce, au tout dernier stade du processus.

On peut trouver d'autres succès des **BDS** et de l'activisme sur cette [excellente liste, très complète, établie par Don't Play Apartheid Israel](#), et nous encourageons nos lecteurs à la consulter.

2012 a été une année de développement important, pour le mouvement de boycott dirigé par les **Palestiniens**.

A coup sûr, 2013 construira du solide sur ces victoires dans le monde entier.

*Publié sur [The Electronic Intifada](#) le 2/1/2013. Traduction pour ce site : JM Flémal.*

---

## De quoi l'apartheid est-il le nom ?



PACBI  
publié le lundi 4 juin 2012.

Ce mois-ci, près d'un an après que les Sud-Africains aient réussi à couper les liens institutionnels entre l'Université de Johannesburg et l'Université Ben-Gourion, l'Université de KwaZulu-Natal a annulé la conférence d'un représentant de l'État israélien [1]. Le fait que les premières applications réussies du boycott académique des institutions israéliennes viennent d'Afrique du Sud a du sens. Pour tous ceux qui souhaitent voir, ces initiatives montrent que les Sud-Africains jadis opprimés reconnaissent qu'il y a des parallèles entre leur oppression sous le régime d'apartheid et l'apartheid qui continue d'être pratiqué contre les Palestiniens. Elles mettent aussi en perspective la nature du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), en particulier, et la lutte palestinienne au sens large. Ceci nous oblige à aller au-delà du seul paradigme de l'occupation et de réfléchir plutôt au trois niveaux de l'oppression israélienne : occupation, colonialisme de peuplement et apartheid. Nous voulons ici nous centrer sur le paradigme de l'apartheid, car il est souvent le moins compris et reconnu, malgré les études internationales multiples qui ont montré, sans aucun doute possible, qu'Israël est coupable du crime d'apartheid.



Il est crucial que le monde comprenne que la fin de l'occupation n'apportera pas à elle seule la justice à la majorité du peuple palestinien, dont 69% sont des réfugiés ou des personnes déplacées en interne, 50% sont toujours en exil et seuls 38% d'entre eux vivent dans le territoire palestinien occupé en 1967, dont 40% sont réfugiés [2]. Pas plus qu'elle ne traitera tous leurs droits entérinés par le droit international. Pour que la justice et l'égalité prévalent, nous devons comprendre l'apartheid israélien, et lui résister.

Beaucoup se sont insurgés contre le fait qu'Israël pratique

l'apartheid, et parmi eux l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, et le rapporteur spécial des Nations-Unies pour les droits de l'homme. Dans certains cas, lorsque des personnalités officielles ont repris l'accusation d'apartheid, ils se sont référés aux politiques d'apartheid dans le territoire palestinien occupé et non en Israël, à l'intérieur de ses - toujours non déclarées- frontières d'avant 1967. Toutefois, il faut souligner que des opinions qui font autorité ont émergé, qui élargissent le cadre de l'apartheid : récemment, la session du Tribunal Russel sur la Palestine qui s'est tenue au Cap a déclaré que « les pratiques israéliennes envers les Palestiniens, quel que soit leur lieu de résidence, équivalent dans leur ensemble à un régime intégré unique d'apartheid » [3], alors que la 80ème session du Comité des Nations-Unis sur l'élimination de la discrimination raciale en 2012 a également conclu qu'Israël était coupable du crime d'apartheid dans le traitement de ses citoyens palestiniens en Israël, et a déterminé que de nombreuses décisions gouvernementales israéliennes constituaient une violation de l'interdiction de l'apartheid, tel que consacrée dans l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD) [4].

Nous pensons qu'Israël n'est pas en train de devenir, ni ne risque de se transformer en un Etat d'apartheid, comme beaucoup de sionistes de gauche aimeraient nous le faire croire : il est et a toujours été, depuis sa création, un Etat d'apartheid, selon la définition du terme par l'ONU. Que l'accusation devienne plus populaire aujourd'hui indique, plus que tout autre chose, que la prise de conscience sur cet aspect de l'oppression d'Israël s'est accrue ces dernières années, suite à l'adoption par Israël de lois d'un racisme fanatique et la myriade de rapports d'organismes pour les droits de l'homme traitant du sujet à partir d'une perspective juridique. En outre, davantage de leaders sud-africains anti-apartheid, avec leurs voix qui font moralement autorité, en



sont venus à accuser Israël d'apartheid [5].

Mais qu'est-ce que l'apartheid et pourquoi exactement Israël est-il considéré comme un Etat d'apartheid ?

### **Qu'est-ce que l'apartheid ?**

Alors que le terme « apartheid », un mot afrikaner, a d'abord été utilisé dans le contexte sud-africain et faisait référence à une ségrégation clairement institutionnalisée et légalisée par les colons blancs sur la population indigène, il a pris ensuite une dimension juridique internationale. En 1973, l'apartheid a été codifié dans la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (résolution 3068) [6], qui a ensuite été adoptée par le Statut de Rome de 2002 de la Cour pénale internationale (CPI).

Selon l'article II de la Convention, le crime d'apartheid est défini comme « des actes inhumains commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci » et il inclut également « les politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, telles qu'elles sont pratiquées en Afrique australe. » Tandis que l'apartheid sud-africain est une référence, le déterminant réel du crime d'apartheid est de savoir si des politiques et des pratiques d'oppression tombent ou non dans la liste des violations incluses dans l'article II de la Convention.

Le crime est défini en termes d'opresseur et d'opprimé (non de majorités et de minorités, comme certains le comprennent de façon incorrecte), et interdit l'institutionnalisation d'une discrimination et d'une oppression racistes dans laquelle le racisme est légalement institué par les institutions étatiques. La discrimination raciale est défini par le droit international [7] comme toute distinction basée sur la race, la couleur, l'ascendance, ou l'origine nationale ou ethnique.

Ainsi, l'argument selon lequel, puisque les Palestiniens ne sont pas une « race », alors l'apartheid ne s'applique pas, est au mieux une mauvaise information et au pire une tromperie délibérée.

### **L'apartheid israélien**

En Cisjordanie et à Gaza, l'occupation israélienne prolongée s'est développée en un système généralisé d'apartheid, qui comprend les checkpoints, le mur, les démolitions de maison, la destruction des biens, le déni d'accès à l'éducation, l'emprisonnement arbitraire, les routes réservées aux Israéliens et un siège. Les réfugiés palestiniens qui ont été expulsés de leurs terres en 1948 sont également soumis à l'apartheid israélien au sens où leur est dénié, sur la base de leur identité ethnique/nationale, leur droit internationalement reconnu au retour chez eux, en violation de l'Article 2c de la Convention sur l'apartheid, ainsi que la Résolution 194 des Nations-Unies [8].

En Israël, les citoyens palestiniens sont confrontés à l'apartheid par un système juridique israélien complexe, avec plus de vingt lois qui permettent et justifient le système bien établi de discrimination raciale [9]. Comme la tristement célèbre Loi de classification de la population d'Afrique du Sud, Israël a sa propre Loi de classification de la population (1965) qui stipule que chaque citoyen doit enregistrer sa nationalité telle que définie par l'État. En Israël, nombre d'aspects de la vie et de nombreux droits et privilèges sont organisés en fonction de la nationalité, qui est principalement définie comme juive ou arabe (il y a également d'autres catégories, comme Druze ou Bédouin). La nationalité « israélienne » n'est pas reconnue au sein de ce système, comme l'ont démontré des décisions de la Cour suprême du pays qui a rejeté des demandes de citoyens d'être autorisés à s'inscrire en tant qu'Israélien.

Mis à part ce système de citoyenneté à deux vitesses, la

politique foncière israélienne est également comparable à la Loi sur les zones réservées d'Afrique du Sud (1950), qui réservait légalement 87% de terre sud-africaine aux blancs. En Israël, 93% de la terre est réservée aux citoyens juifs d'Israël [10]. Ce ne sont que quelques exemples des nombreuses lois qui dénoncent le mythe de la démocratie israélienne. Les plus importantes de ces lois racistes existent depuis la création de l'Etat israélien et ont été maintenues par les gouvernements israéliens libéraux et conservateurs successifs. La tension entre les lois, telles le Serment de Loyauté [11] et la Loi de classification de la population, et l'engagement aux valeurs démocratiques professé par Israël, imprègnent de nombreux aspects de la vie politique. Par exemple, pour présenter des candidats aux élections législatives, les partis politiques palestiniens doivent reconnaître Israël en tant qu'État juif et démocratique. Dans ce contexte, le processus électoral est devenu à peine plus qu'un camouflage de la discrimination électorale.

## **Conclusion**

Soutenir le droit fondamental et inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination signifie, au minimum, le respect des droits primordiaux de tous les Palestiniens tels que sanctionnés par le droit international. Appeler à la fin de l'occupation aborde, au mieux, la plupart des droits de 38% du peuple palestinien. Sans la fin de l'apartheid israélien et le soutien aux droits des réfugiés, le peuple palestinien dans son ensemble ne peut pas exercer son droit à l'autodétermination. Une réelle solidarité avec les Palestiniens implique de refuser l'occupation et la colonisation israéliennes, ainsi que l'apartheid. C'est seulement ensuite que les Palestiniens pourront jouir de liberté, de justice et d'égalité.

Notes :

[1] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[2]

<http://english.wafa.ps/index.php?ac...> [3]

<http://www.france-palestine.org/Le-...> [4]

<http://www2.ohchr.org/french/law/ce...> [5] Pour exemple, le leader de l'ANC et ancien conseiller de Mandela, Ahmed Kathrada a déclaré sa solidarité avec les Palestiniens « résistant à l'apartheid israélien » : [www.citypress.co.za/Columnis...](http://www.citypress.co.za/Columnis...) ; le Révérend Allan Boesak a qualifié l'apartheid d'Israël de « plus terrifiant » : <http://www.middleeastmonitor.org.uk...>, et des leaders chrétiens sud-africains ont accusé Israël d'être un « apartheid pire » que l'Afrique du Sud : <http://www.oikoumene.org/de/dokumen...>.

[6] <http://www.un.org/french/documents/...>)&Lang=F [7]

<http://www2.ohchr.org/english/law/c...> [8]

<http://www.un.org/french/documents/...>)&Lang=F [9] Pour des détails, voir Adalah, Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, qui recense plus de 20 lois qui légalisent la discrimination contre les citoyens palestiniens d'Israël (<http://www.adalah.org/eng/backgroun...>). Voir également le « Rapport sur l'inégalité » : <http://www.adalah.org/upfiles/2011/...> [10] Voir <http://muftah.org/understanding-the...> for details of this breakdown [11] <http://www.guardian.co.uk/world/201...>

Source : <http://pacbi.org/etemplate.php?id=1901> / <http://www.ism-france.org/analyses/...> Traduction : MR pour ISM